



Climat : élargir le cap ou tout perdre

Pendant que la [COP24 se déroule à Katowice](#), centre charbonnier le plus important de Pologne

Source: Economie Matin [Bertrand de Kermel](#)



Quoi qu'en disent le Président de la République et le Premier Ministre, l'intérêt de la politique climatique française nous impose d'élargir le cap, pour réussir la politique « climat ». Il ne s'agit pas de la taxe diesel, mais de la politique européenne sur le commerce mondial (très polluant), qui est incohérente avec la taxe diesel.

Espérons que le gouvernement ne cèdera pas aux lobbies qui tiennent les élus en respect. Voici le raisonnement. Il est limpide.

France info nous apprenait mercredi 28 novembre que, **selon l'ONU, les pays de G20 ne respectent pas leurs engagements en matière de climat, dont la France et l'Australie.** Or, la taxe diesel ne sera pas affectée (fléchée) vers des mesures en faveur du climat, mais servira à payer la suppression de la taxe d'habitation. C'est totalement illogique. Il faut évidemment changer ce cap, et affecter le produit de cette taxe à la transition énergétique !

Les transports maritimes et aériens sont exemptés de tout effort

De plus, **le transport maritime est exempté de tout effort en matière climatique, alors que ses émissions de gaz à effets de serre correspondent à celles de l'Allemagne.**

(Cette exemption a été exigée et obtenue par la Commission européenne !!!) La remarque vaut aussi pour le transport aérien. Là, il faut élargir le cap !

Pire, la France a accepté, il y a quelques mois, la négociation d'un nouvel accord de libre échange avec l'Australie et la Nouvelle Zélande. Vu la distance qui sépare l'Australie et la France, bonjour les émissions supplémentaires de GES qui résulteront de l'accroissement des échanges qui seront produits par cet accord. **Il faut évidemment changer de cap, et exiger la neutralité des émissions de gaz à effets de serre sur tout le commerce mondial et en particulier dans tous les nouveaux accords.**

Non. Les citoyens du monde présents et futurs n'ont pas à payer les conséquences climatiques des échanges mondiaux. Ils payent assez avec le diesel. Ca suffit. C'est aux opérateurs économiques de payer la pollution liée à leurs activités. Trop facile de délocaliser et de reprocher ensuite aux français de ne pas être compétitifs, quand on fait payer les charges par les autres.

De toute façon, comme le déclarait excellemment [Aurélien Barreau](#), un astrophysicien peu connu pour la faiblesse de ses neurones : « *climat : tous les autres combat n'ont aucun sens si celui-ci est perdu.* »

Toute la politique européenne sur la mondialisation est à remettre à plat. Il faut renverser les tables à Bruxelles, et changer d'époque. Honte aux gaulois réfractaires qui refuseraient toute réforme sur ce point. Ils sont très nombreux.

Hélas, il y a un autre problème et celui-là est de nature à mettre 100 % des citoyens européens dans la rue. C'est l'objet de l'article suivant :

[Arbitrage international : de quoi fusiller toute politique mondiale sur le climat](#)